Burundi : HRW exprime sa déception suite à l’expulsion de Neela Ghoshal

@rib News, 20/05/2010Burundi : Le gouvernement annule le permis de travail dâ€™une chercheuse de Human Rights Watch (New York, le 19 mai 2010) - Human Rights Watch a exprimÃ© aujourd'hui sa dÃ©ception suite Ã la dÃ©cision du gouvernement burundais de retirer son autorisation de travail Ã Neela Ghoshal, chercheuse de Human Rights Watch au Burundi. Le gouvernement a pris sa dÃ©cision Ã la suite de la publication la semaine derniÃ¨re par Human Rights Watch d'un rapport sur la violence prÃ©-Ã©lectorale dans ce pays.Â«Â Nous nous portons garants de l'intÃ©gritÃ© personnelle et du travail professionnel de Neela Ghoshal, qui depuis prÃ¨s de trois ans a menÃ© des recherches sur les atteintes aux droits humains au BurundiÂ Â», a dÃ©clarÃ© Kenneth Roth, directeur exÃ©cutif de Human Rights Watch. Â«Â Son travail a Ã©tÃ© rigoureux, Ã©quilibrÃ© et objectif. Nous espÃ©rons aborder cette question aussitÃ´t que possible avec le gouvernement burundais pour exhorter les autoritÃ©s Ã rÃ©examiner leur dÃ©cision.Â Â»
Dans une lettre datÃ©e du 18 mai 2010, le ministre burundais des Relations extÃ©rieures a informÃ© Neela Ghoshal que le gouvernement annulait son agrÃ©ment en tant que reprÃ©sentanteÂ de Human Rights Watch au Burundi. La lettre demandait qu'elle cesse immÃ©diatement ses activitÃ©s et qu'elle quitte le pays Â«Â dÃ©finitivementÂ Â» d'ici le 5 juin.Le gouvernement a indiquÃ© qu'il basait sa dÃ©cision sur ses critiques du rÃ©cent rapport de Human Rights Watch sur la violence politique dans la pÃ©riode prÃ©-Ã©lectorale. Le gouvernement a affirmÃ©, entre autres choses, que le rapport fait preuve d'un parti pris contre le gouvernement et le parti au pouvoir.Â«Â Human Rights Watch dÃ©fend l'Ã©quitÃ© et l'importance de ce rapportÂ Â», a ajoutÃ© Kenneth Roth. Â«Â Le rapport est basÃ© sur une recherche de terrain mÃ©ticuleuse effectuÃ©e durant plusieurs mois, et met en Ã©vidence des atteintes aux droits humains commises par toutes les parties - et pas seulement par le gouvernement ou le parti au pouvoir.Â Â»La dÃ©cision du gouvernement d'expulser Neela Ghoshal survient moins de six mois aprÃ¨s l'expulsion de l'ancien chef du Bureau IntÃ©grÃ© des Nations Unies au Burundi (BINUB), Youssef Mahmoud, en dÃ©cembre 2009. Le gouvernement l'avait accusÃ© d'Ãªtre trop proche de l'opposition politique. Deux anciens responsables de la mission de l'ONU au Burundi ont Ã©galement reÃ§u l'ordre de partir en 2006 sur la base d'accusations similaires.